

lisme anglo-saxon”(1) et où, plus tard, il appelle “cause étrangère”, et “guerre à laquelle nous n’avons pas d’intérêt”, (2) la cause que nous défendons, la guerre que nous livrons depuis trois ans. On aperçoit le raisonnement : parce que nos adversaires d’ici avaient tort, nous n’avions plus un *intérêt vital* au triomphe de l’Angleterre et de la France, notre participation, même restreinte, cessait d’être un *devoir national* ! Non seulement l’enrôlement forcé était un mal, mais l’enrôlement volontaire en était un plus grand ! (3) Et, pour arriver à ces conclusions—qui devaient sûrement plaire aux masses—il fallait bien en effet, que M. Bourassa, habitué à raisonner logiquement, posât en principe que cette guerre ne nous concernait point, n’était pas notre guerre.—Depuis quand avait-elle cessé de l’être ? —

Mais ceux qui abjurent leur foi, patriotique ou autre, ne restent pas des indifférents. Ayant renoncé à sa foi dans la cause alliée, proclamée non sans émotion à son retour de France, en 1914, le chef nationaliste ne pouvait rester à mi-chemin, et se maintenir neutre dans un pays qui, de fait, était en guerre. Il alla donc, dans sa dialectique virulente, jusqu’aux limites extrêmes qu’une censure alors flasque et timorée assignait à sa logique.

Et ils en vinrent, lui et les autres, car il n’est pas le seul responsable, à propos de diplomatie secrète et à tout propos, à faire le procès des Alliés, à charger des mêmes responsabilités l’Allemand agresseur et la France assaillie, et, par leurs rappels de l’injuste guerre sud-africaine—si peu semblable à la nôtre—et autrement, à laisser entendre qu’il est loin d’être sûr que le droit et la justice soient de notre côté. Les “mille attaches” qui “nous lient à l’Angleterre et à la France” étaient non seulement oubliées; elles étaient ridiculisées, par exemple, dans le dos de ceux qui tout naturellement nous en parlaient comme nous l’avions toujours fait nous-mêmes; on se mettait à décorer de guillemets les “missionnaires” de la pensée française, qu’on n’avait pu se défendre pourtant d’applaudir et dont on n’osait pas ou ne pouvait pas réfuter les exposés de principes. Notre nom, à lui seul, formait un obstacle à cette débâcle de nos pudeurs et de nos traditions; on ne reculait pas devant cette joie à donner à nos francophobes d’ici, on s’appelait *Canadiens* tout court et non plus *Canadiens-Français*...

Fatalement, cette thèse nouvelle, qui condamnait le recrutement, volontaire ou obligatoire, des Canadiens, et qui l’empêchait en ravissant tout l’idéal des mobiles qui eussent déterminé la recrue, devait rencontrer dans son développement une autre thèse plus vaste dans son utopie, plus pernicieuse dans ses sophismes; et, en effet, le néo-nationalisme s’aïda

du pacifisme. Or la thèse pacifiste, qui est celle aussi du socialisme international, a été soutenue en d’autres pays belligérants; en temps de paix, c’est une de ces erreurs qu’on laisse circuler parce qu’on n’en voit pas immédiatement les effets monstrueux; en temps de guerre, elle conduit un Morel dans les prisons de Londres, un Caillaux à la Conciergerie, un Malvy en exil, parce que, ruinant le moral du soldat et du civil, et faisant donc l’affaire de l’Ennemi, on l’appelle d’un nom plus juste, le défaitisme...

Que M. Bourassa ait quoi que ce soit de commun avec ces socialistes ou radicaux proallemands—sauf son aversion pour la guerre d’endurance—voilà ce que je prie qu’on ne me fasse pas dire. Je discute celles de ses idées qui sont des erreurs réfutées d’avance par lui-même; la sincérité de ses opinions et surtout la pureté de ses intentions ne sont aucunement discutées—et je n’ai rien à retrancher de l’hommage que j’ai rendu ailleurs à son caractère. Mais je suis bien forcé de constater que sa campagne pacifiste, mue par d’autres mobiles, pour arriver aux mêmes fins, prend souvent les mêmes moyens que la presse défaitiste, anglaise, française ou russe. (Et pour s’en convaincre, on n’a qu’à se procurer les numéros des journaux, qui suivent la tradition du *Bonnet-Rouge* et qu’on fait circuler parmi la jeunesse universitaire—comme s’il n’y avait pas de censure.)

Or cette campagne pacifiste est d’autant plus dangereuse qu’elle s’appuie, en théorie, sur un principe vrai qu’elle déforme, en tout cas sur un désir général et légitime, et qu’elle oppose aux affres de la guerre les bienfaits de la paix. Elle est d’autant plus troublante qu’elle induit à confondre le vœu naturel et les bonnes prières pour la paix, avec l’envie impatiente de cesser immédiatement la guerre,—la guerre qui, pourtant, est le seul moyen, en de certaines circonstances, de rétablir précisément une paix juste et durable. Et la campagne nationaliste a été d’autant plus efficace, parmi nos populations pacifiques, que, pour les rendre pacifistes et donc abstentionnistes, on n’a pas manqué de leur jeter en pâture, pêle-mêle avec les arguments cauteleux du condamné Morel, du député Longuet, petit-fils de Karl Marx, de la bande Vigo-Almeryda-Duval-Malvy-Caillaux, les augustes supplications du Pape, arbitre de la paix (1). Comme si le Souverain Pontife, père commun des fidèles de tous pays, neutre de droit et par devoir, avait parlé d’autre chose que de cette paix juste et durable, et, en s’adressant aux chefs des nations, avait jamais laissé entendre qu’il fût permis aux nationaux d’affaiblir leur patrie en guerre, en entravant les moyens de défense légalement pris par ces chefs, “dépositaires de l’autorité”. Comme si le Pape avait commis cette erreur monstrueuse et antichrétienne de demander

1—Discours aux Amis du *Devoir*, 1916, p. 12.

2—Divers articles du *Devoir* en 1917.

3—Voir *La Conscription*, par H. Bourassa, p. 10.

1—*Le Pape arbitre de la Paix*, pages 29 et suivantes, et *passim*.